



Rapport de l'Exercice
Geschäftsbericht
Annual Report

1981/82

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg



Rapport de l'Exercice 1981/82

Geschäftsbericht für das Jahr 1981/82

Report for the Year 1981/82

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg

Société Anonyme



Siège social: 25, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Registre de Commerce Luxembourg No B 9164

Téléphone: 46 44 11

Télex: 2748 Service arbitrage

2772 Service crédits

Câble: deutschbanklux

**Table des matières
Inhaltsverzeichnis
Contents**

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire	12
Bilan	14
Compte de Profits et Pertes	16

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	17
Bericht des Prüfungskommissars	22
Bilanz	24
Gewinn- und Verlustrechnung	26

	Page
Report of the Board of Directors	27
Auditor's Report	31
Balance Sheet	32
Profit and Loss Account	34

**Membres
du Conseil d'Administration**

Dr. Robert Ehret
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Dr. Wilfried Guth
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Werner Blessing
Membre suppléant du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Richard Hacker
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué

Hans-Otto Thierbach
Administrateur

**Commissaire
de Surveillance**

Dr. Klaus Mertin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG

Direction

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué – Directeur Général

Kurt Geyer
Directeur Adjoint

Wolfgang Matthey
Directeur Adjoint

Wolfgang Ströher
Directeur Adjoint

Le système financier international à l'épreuve

Les marchés financiers internationaux ont subi de dures épreuves, notamment au cours de la seconde moitié de l'exercice sous revue. A la suite de la récession mondiale persistante et d'une longue période d'intérêts extrêmement élevés, les risques-pays et les risques-entreprises se sont sensiblement aggravés; des difficultés de paiement croissantes et une augmentation du nombre des rééchelonnements de dettes ont été observées.

Les difficultés économiques mondiales, allant de pair avec une forte baisse des prix des matières premières et avec des tendances protectionnistes dans les Etats industriels, ont particulièrement affecté les pays du tiers-monde. Le déficit global des balances courantes des pays en développement (sans l'OPEP) devrait avoisiner en 1982 un montant de 80 milliards de dollars US, soit 10 milliards seulement en dessous du niveau record de l'année précédente, et ce bien que le prix du pétrole ait diminué entre-temps et que l'excédent des balances courantes réunies de l'OPEP soit tombé à zéro, contre 55 milliards de dollars US en 1981.

Ce sont notamment les pays en développement fortement endettés qui ont rencontré des difficultés croissantes sur les marchés, non seulement pour le financement des déficits de leurs balances courantes, mais aussi pour le financement relais ou le refinancement des crédits à moyen et long terme contractés antérieurement. Les crises aiguës de paiement et d'endettement, qui ont touché simultanément toute une série de pays latino-américains se situant au seuil de l'industrialisation, ne peuvent être surmontées que par une étroite coopération du Fonds Monétaire International (FMI), des gouvernements et des banques centrales ainsi que des banques commerciales. Sous ce rapport, un rôle capital revient au FMI en ce qui concerne les adaptations nécessaires à réaliser dans les pays débiteurs et le financement y relatif. Les banques ne peuvent pas se retirer brusquement des opérations de crédit internationales: une telle attitude ne ferait en effet qu'aggraver la crise de l'endettement.

Elles doivent contribuer à atteindre l'objectif commun de la stabilisation en pratiquant une politique d'affaires raisonnable qui, d'une part, évite des risques excessifs tout en parant suffisamment à tous les autres risques et qui, d'autre part, continue à aider dans la mesure du possible *les débiteurs qui, eux-mêmes, mettent tout en œuvre pour maintenir leur cote de crédit*.

Le cadre général des conditions économiques à l'échelle mondiale constituera le facteur décisif pour la solution des problèmes des balances des paiements et de l'endettement. La baisse des intérêts observée depuis le milieu de l'année 1982 apporte, certes, aux pays fortement endettés sur l'euromarché un allègement sensible de leur charge des intérêts. Mais il est certain qu'il faudra encore traverser une phase extrêmement difficile dans le secteur des crédits internationaux jusqu'à ce que s'amorce une relance conjoncturelle sur un large front.

Le dollar maintient sa forte position

En 1982, les marchés des changes ont été caractérisés par une vigueur marquée du dollar US qui traduisait entre autres les difficultés économiques croissantes dans le monde et l'incertitude politique. Vis-à-vis du DM, le dollar a atteint à la mi-novembre 1982, avec un cours de 2,59 DM, son niveau le plus élevé depuis six ans; une normalisation du rapport dollar/DM s'est amorcée par la suite.

Vis-à-vis des autres principales monnaies, le DM s'est en général raffermi dans le courant de l'année 1982. Au sein du Système Monétaire Européen (SME), les cours pivots bilatéraux ont été ajustés à trois reprises durant la période d'octobre 1981 à juin 1982.

Taux d'intérêt en baisse sur les euromarchés

Le premier semestre 1982 avait encore vu, somme toute, une hausse des taux d'intérêt de l'eurodollar; mais par la suite, ces taux ont nettement reculé pour

tomber, dans le cas des dépôts à trois mois, de près de 17% à moins de 10% début décembre.

La courbe des intérêts pour l'euro-DM a accusé par contre un mouvement de baisse assez continu dès le début de 1982, revenant de plus de 10% à quelque 6% en décembre.

Pour l'euro-franc suisse, les taux d'intérêt ont fléchi au cours de l'année pour glisser de 9% à moins de 4%, des divergences par rapport à la tendance générale ayant toutefois été enregistrées temporairement.

Expansion modérée des opérations bancaires internationales

La croissance des opérations de crédit internationales a continué de s'affaiblir. Selon les indications de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), les créances et les engagements envers l'étranger des banques internationales en Europe, en Amérique du Nord et au Japon ainsi que des implantations offshore des banques américaines ont progressé, de septembre 1981 jusqu'au milieu de 1982, de 105 milliards de dollars US, soit de 12%, passant à 965 milliards de dollars (sur la base de cours de change constants et sans les opérations interbancaires à l'intérieur de la zone considérée). Il est à rappeler que durant la période correspondante de 1980/81, le taux de progression avait encore atteint 15%.

L'expansion ralentie des opérations internationales à l'échelle mondiale est due avant tout à l'attitude plus réservée des banques européennes dont les créances en devises dépassaient, fin juin 1982, tout juste de 9% leur niveau de fin septembre 1981. En revanche, les banques aux Etats-Unis ont d'abord continué à étendre l'octroi de crédits à l'étranger, entre autres sous l'influence des International Banking Facilities (IBF) nouvellement introduites en décembre 1981. Par la suite, la croissance des opérations bancaires internationales devrait globalement accuser un fléchissement depuis le milieu de 1982.

Niveau stable des liquidités sur le marché

Parallèlement à la diminution progressive de l'excédent global des balances courantes des pays de l'OPEP, la réduction de leurs dépôts auprès des banques internationales s'est accélérée. Etant donné que, simultanément, certains Etats de l'OPEP ont sollicité de façon accrue les marchés en tant qu'emprunteurs, un volume net de plus de 17 milliards de dollars US a été levé par ce groupe de pays de fin septembre 1981 à fin juin 1982. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, le système bancaire mondial avait encore enregistré un afflux net de 9 milliards de dollars US en provenance de ces pays.

Néanmoins, il n'y a pas eu de resserrement global des liquidités, étant donné que des investisseurs de pays industrialisés, notamment des Etats-Unis, ont fourni, comme l'année précédente, un volume suffisant de fonds servant à financer les opérations de crédit internationales. Compte tenu d'une plus grande sensibilité générale à l'égard des risques et de la prudence observée de ce fait sur le marché, il est cependant devenu plus difficile pour certains établissements de se procurer des fonds. Ceci se traduit surtout par la différenciation plus accentuée des coûts de refinancement des banques opérant sur l'euromarché enregistrée depuis quelque temps.

Vu la forte position du dollar sur les marchés des changes et les écarts des taux d'intérêt à l'échelle internationale, la quote-part des dépôts en dollars a encore légèrement progressé, aussi bien sur le marché global que sur les principales places financières européennes, au cours des neuf mois jusqu'à fin juin 1982, atteignant respectivement 78 et 72%. Les quote-parts correspondantes du DM et du franc suisse ont par contre connu un léger recul, tombant à 9% (12%) et à 5% (7%).

Réorientation sur le marché des eurocrédits syndiqués à moyen et long terme

Sur le marché partiel des eurocrédits syndiqués à moyen et long terme, les nouveaux concours rendus

publics durant les mois de janvier à octobre 1982 ont atteint un volume de près de 83 milliards de dollars US, s'inscrivant encore en hausse de 10% par rapport au résultat correspondant de l'année précédente (sans les lignes de crédit de 44 milliards de dollars US consenties au 3e trimestre 1981 à des sociétés américaines lors de la reprise de quelques compagnies pétrolières). Depuis le milieu de l'année 1982, le rythme des octrois d'eurocrédits syndiqués s'est toutefois fortement ralenti.

Le volume des eurocrédits à moyen et long terme contractés par les pays industriels pendant les 10 premiers mois de 1982 a sensiblement progressé, marquant une avance de près d'un tiers par rapport au montant corrigé de l'année précédente. La part du marché de ce groupe de pays est passée de 50 à 60%.

Les Etats de l'OPEP couvraient environ 7% du volume des nouveaux crédits contractés durant la période précitée, contre un peu plus de 5% l'année précédente. L'accroissement de plus de 40% enregistré pour les ouvertures de nouveaux crédits à cette catégorie de pays concernait en majeure partie le Venezuela, l'Arabie Saoudite et le Koweït.

Vu les difficultés de paiement croissantes que connaissent d'importants pays débiteurs, notamment en Amérique latine, le groupe des pays en développement non membres de l'OPEP – exception faite de quelques pays au seuil de l'industrialisation du Sud-Est asiatique – a rencontré en 1982 des difficultés grandissantes pour obtenir des crédits. De janvier à octobre 1982, le montant des concours accordés à ces pays a baissé de 16% par rapport à la même période de 1981; leur part du marché est tombée de 43% à 33%.

Parmi les Etats de l'Europe de l'Est, seules la Hongrie, l'Union soviétique et la RDA ont sollicité le marché des eurocrédits en 1982. Pris ensemble, ces pays ont couvert tout juste 1% des crédits nouvellement contractés.

Marges en hausse

L'orientation des marges à la hausse, qui s'était esquissée dès la fin de 1981, s'est confirmée dans le courant de l'année 1982; la différenciation selon les débiteurs et les risques-pays s'est encore accentuée.

Les durées des nouveaux eurocrédits syndiqués étaient toujours d'environ huit ans en moyenne.

Stabilité de la place financière de Luxembourg

Vu la situation difficile sur les marchés financiers internationaux, une phase de consolidation s'est aussi amorcée à Luxembourg. Avec un volume d'environ 84 milliards de dollars US et une part d'environ 10% couverte par les banques luxembourgeoises dans l'ensemble des opérations en devises traitées en Europe (situation: juin 1982), cette place financière maintient, après Londres et Paris, son troisième rang parmi les centres européens.

De septembre 1981 à septembre 1982, le nombre des établissements de crédit opérant à Luxembourg a augmenté de 2 pour passer à 115. Les 30 banques allemandes constituaient encore le groupe étranger le plus nombreux, suivi des établissements scandinaves (14) et américains (11).

Le DM n'a plus joué, comme par le passé, le rôle dominant, mais a continué d'être une monnaie importante à Luxembourg. Au milieu de 1982, près de 42% des créances sur l'étranger détenues par les banques luxembourgeoises étaient libellées en dollars US, 41% en DM et 11% en francs suisses. Dans les opérations de dépôt, la prépondérance du dollar US sur le DM a été plus nette, avec 51% contre 32%.

Développement des activités de notre banque

Le volume des affaires de notre banque s'est accru de 23% pour passer à 503 milliards de Flux (24,9 milliards de DM). Cette expansion résulte à nouveau, en partie, de l'évaluation de nos affaires, libellées avant

tout en DM et en \$ US, sur la base de cours de change en forte hausse. Les importantes variations des différents postes du bilan doivent être examinées compte tenu d'une revalorisation du \$ US de 23% et du DM de 13% par rapport au franc luxembourgeois.

L'expansion effective du volume de nos affaires se chiffre à environ 25 milliards de Flux (1,2 milliard de DM), ce qui représente un taux de croissance réel de l'ordre de 6%. Elle concerne principalement les opérations de trésorerie ainsi que les opérations de crédit à court terme. Nous n'avons plus enregistré de progression dans le secteur des opérations de crédit internationales. Vu les risques, notre banque a poursuivi dans ce domaine sa politique sélective et réservée dans l'ensemble. Le résultat d'exploitation en hausse nous a permis de provisionner de nouveau très largement les risques. Quant aux opérations de passif, nous nous sommes efforcés de consolider la structure de nos refinancements en recueillant des capitaux à long terme.

Nos activités ont encore porté principalement sur le secteur du crédit. Le volume global des crédits a atteint au 30-9-1982 un niveau de 394 milliards de Flux (19,5 milliards de DM), soit une augmentation de 29% par rapport à l'exercice précédent. Sa part dans le total du bilan s'est encore accrue, passant de 75 à 78%.

Parmi les crédits, les «Débiteurs divers» se chiffrent à 264 milliards de Flux (13,1 milliards de DM) et continuent ainsi à occuper le premier rang. Un peu plus de la moitié de ce volume concerne les crédits à la clientèle en République fédérale d'Allemagne dont la demande d'eurocrédits s'est sensiblement gonflée. Dans ce contexte, on remarque surtout la progression de 35% des débiteurs divers à court et moyen terme qui est presque deux fois plus forte que celle du long terme (+18%). Durant l'exercice sous revue, la balance a ainsi penché du côté des opérations à court et moyen terme, alors qu'au cours des années précédentes ce secteur était à peu près en équilibre avec celui des financements à long terme.

Cette évolution reflète entre autres notre attitude réservée à l'égard des opérations de crédit internationales. Les risques croissants et les marges toujours

peu satisfaisantes nous ont de nouveau incités à plusieurs reprises à ne pas participer à des syndicats de crédit internationaux.

A la date du bilan, les crédits irrévocables, mais non utilisés par les emprunteurs, se chiffraient à 61 milliards de Flux (3,0 milliards de DM) au total.

Dans le cadre de nos opérations d'actif, une importance particulière revient traditionnellement aux opérations sur euro-dépôts traitées sur le marché interbancaire. Les activités de ce secteur représentent un volume de placements de 86 milliards de Flux (4,3 milliards de DM) compris dans le poste «Avoirs en banque à terme».

Les activités sur le plan des opérations sur titres restent limitées. Le portefeuille-titres que nous détenons pour notre propre compte est passé à 9,8 milliards de Flux (483 millions de DM) et comprend avant tout des bons et obligations, principalement d'émetteurs publics. Conformément aux règles comptables, ce poste englobe aussi l'encaisse métallique constituée en couverture de nos certificats-or en circulation.

Le portefeuille de nos participations s'est réduit à 215 millions de Flux (11 millions de DM) à la suite de diverses sorties. Il représente désormais essentiellement notre participation de 25% dans la Banque de Luxembourg S. A. (capital: 500 millions de Flux). En 1982 également, cette banque a fait état d'une excellente marche de ses affaires.

Nous avons pour la première fois inscrit au bilan le poste «Immeubles» qui traduit l'acquisition d'un étage dans un immeuble de bureaux; ces locaux sont utilisés par les services de notre banque, en plus de ceux qu'elle a loués.

A la différence des années précédentes, les «Comptes fiduciaires» ne comprennent que des opérations fiduciaires au sens strict du terme, ce qui explique la régression de ce poste.

Les postes «Divers» à l'actif et au passif représentent principalement des intérêts à recevoir et des intérêts dus à la date de clôture du bilan.

Dans la collecte des ressources, notre politique visait à recueillir davantage de moyens à long terme. Il nous a semblé opportun de limiter ainsi le risque de

refinancement de nos crédits roll-over. A cet effet, un emprunt sur base de certificats de dépôt – à taux d'intérêt variable – a été émis pour 100 millions de \$ US auquel se sont ajoutés deux emprunts garantis par notre banque – à taux fixes – portant sur 500 millions de \$ US au total (ces émissions ont été réalisées par l'intermédiaire de la Deutsche Bank Finance N. V. à Curaçao). Grâce à des accords de «swap» passés avec des banques internationales, les intérêts à taux fixe ont pu être échangés contre des intérêts à taux variable. Les moyens dont nous disposons de ce fait ainsi que les produits des emprunts émis au cours des années précédentes continuent à servir au refinancement de nos activités à long terme sur les marchés internationaux des capitaux et des crédits.

Les «Engagements envers les banques» représentent 87% des fonds de tiers et restent la source principale du refinancement de nos opérations d'actif. Durant le dernier exercice également, les moyens supplémentaires dont nous avions besoin ont été empruntés avant tout auprès de banques sur l'euro-marché. Les «Engagements envers les banques» se sont ainsi accrus de 26% pour s'établir à 406 milliards de Flux (20,1 milliards de DM). Comme nous l'avons déjà indiqué, la part des fonds empruntés à long terme a augmenté. Les dépôts de la clientèle ont connu également une progression qui mérite d'être mentionnée. Ils ont atteint pour la première fois le seuil de 2 milliards de DM. Ce poste englobe des engagements de livraison d'une contre-valeur de 2,9 milliards de Flux (142 millions de DM) découlant des certificats-or nominatifs émis par notre banque. Le volume des placements a connu une expansion par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation de notre banque (excédent dégagé par les opérations courantes y compris les opérations pour le propre compte de la banque) a en-

core une fois nettement progressé grâce à notre politique d'affaires menée durant l'exercice écoulé et orientée vers les bénéfices. Cette progression dépasse considérablement l'expansion du volume du bilan, ce qui est dû essentiellement au produit net réalisé sur le volume de nos affaires (excédent des intérêts).

L'amélioration du résultat dans les opérations productives d'intérêts a été favorisée par l'élargissement des marges des intérêts et par un placement particulièrement rémunérateur de nos fonds propres.

Vu les risques-pays croissants, il nous a semblé opportun d'intensifier encore une fois nos mesures de prévoyance contre les risques. Le bon résultat d'exploitation ainsi que d'autres bénéfices nous ont permis de constituer des provisions adéquates. Une fois de plus, nous avons donné ainsi la priorité au renforcement interne de notre banque. Après paiement des impôts à hauteur de 691 millions de Flux (34 millions de DM), le bilan fait ressortir un résultat équilibré.

Nous avons donc renoncé cette année à étoffer les réserves déclarées, d'autant plus que notre couverture en capitaux propres a toujours été suffisante et qu'elle laisse une marge de manœuvre adéquate pour poursuivre la croissance. Le coefficient de capital prescrit au Luxembourg comprend sous certaines conditions aussi les emprunts subordonnés. Nous avons relevé ce poste durant l'exercice considéré.

Comme le bénéfice de l'exercice 1980/81 (758 millions de Flux, soit 37 millions de DM) a été affecté presque intégralement aux réserves libres, le capital souscrit et libéré ainsi que les réserves déclarées se chiffrent à 8.256 millions de Flux (408 millions de DM) au total.

Au 30-9-1982, notre banque comptait 65 collaborateurs. Nous tenons à leur exprimer tous nos remerciements et notre reconnaissance pour leur dynamisme dont ils ont fait preuve pendant l'exercice sous revue.

Luxembourg, le 7 décembre 1982

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Commissaire
à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 janvier 1983

Au cours de l'exercice écoulé, j'ai usé de mon droit de contrôler et de vérifier l'activité globale de la Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg et, conformément aux articles 25 et 29 des statuts de la société, j'ai fait examiner par la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG les comptes de fin d'exercice au 30-9-1982 qui m'ont été présentés par le Conseil d'Administration de la société.

Sur la base du rapport qui m'a été remis par ladite société de vérification, je constate que les comptes de fin d'exercice sont en conformité avec les écritures comptables de la société et les dispositions légales; la situation financière et le résultat au 30-9-1982 ont été présentés en conformité avec les principes comptables généralement admis.

En conséquence, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 30-9-1982 tels qu'ils vous ont été présentés.

Luxembourg, le 7 décembre 1982

LE COMMISSAIRE

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Bilan au 30 septembre 1982

Actif

	Francs	Francs	30-9-1981 en 1000 LF
Disponible et réalisable			
Disponibilités:			
caisse, chèques postaux, banques centrales	199.473.679		426
avoirs en banque à vue*	<u>48.187.729.189</u>		<u>23.316.361</u>
Avoirs en banque à terme		48.387.202.868	23.316.787
Portefeuille-effets		166.871.980.619	138.395.293
Débiteurs divers:		722.334.903	558.466
gagés	122.896.271.641		97.113.894
non gagés	<u>141.265.887.736</u>		<u>111.237.582</u>
Portefeuille-titres:		264.162.159.377	208.351.476
fonds publics étrangers	4.610.208.201		2.762.299
autres valeurs à revenu fixe	2.299.740.420		2.182.741
autres valeurs à revenu variable	<u>2.873.867.173</u>		<u>2.201.955</u>
Divers		9.783.815.794	7.146.995
Comptes fiduciaires		10.141.396.354	8.426.134
Immobilisé		2.265.904.902	17.434.737
Participations		214.659.250	2.483.677
Créances sur sociétés affiliées non bancaires		—	2.652.527
Immeubles	78.293.500		—
moins amortissements	<u>1.255.070</u>		<u>—</u>
= immobilisations nettes		77.038.430	—
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées		14.538.895	7.601
		502.641.031.392	408.773.693
		=====	=====

	Francs	Francs	30-9-1981 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques à vue*)			190.289.862.325
Engagements envers les banques à terme			216.202.301.541
Dépôts et comptes courants:			
à vue*)			21.640.277.726
à terme			<u>18.985.987.949</u>
Obligations			40.626.265.675
Créanciers divers			3.910.227
Divers			9.592.896.853
Comptes fiduciaires			2.265.904.902
Capital emprunté			
Titres de créance subordonnés			8.188.000.000
Non exigible			
Capital souscrit et libéré			2.850.000.000
Réserve légale			285.000.000
Réserves indisponibles			1.165.000.000
Réserves libres			<u>3.956.000.000</u>
Provisions			8.256.000.000
Comptes de résultats			
Bénéfice de l'exercice			14.748.889.869
			—
			758.336
		=====	=====
Comptes d'ordre			
Actifs de la banque donnés en garantie			490.000
Crédits irrévocables			61.247.338.063
Cautions pour compte de tiers			29.873.653.096
			4.159.434

*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

Compte de Profits et Pertes

	Francs	Francs	30-9-1981 en 1000 LF
Débit			
Intérêts et commissions	53.393.311.575		46.004.072
Frais généraux:			
personnel et organes	106.994.062		94.872
impôts, taxes et redevances	691.051.030		824.659
frais d'exploitation	<u>54.585.074</u>		50.363
Provisions		852.630.166	969.894
Amortissements		7.205.236.343	3.563.750
Divers		4.911.505	2.810
Bénéfice net		160.848.730	18.598
		—	758.336
	<u>61.616.938.319</u>	<u>51.317.460</u>	
 Crédit			
Intérêts et commissions	57.043.053.527		48.471.978
Revenus divers	4.398.114.842		2.706.895
Virements des comptes de provisions	—		138.587
Revenus extraordinaires	<u>175.769.950</u>		—
	<u>61.616.938.319</u>	<u>51.317.460</u>	

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 17. Januar 1983 über das Geschäftsjahr 1981/82

Belastungsproben für das internationale Finanzsystem

Die internationalen Finanzmärkte waren vor allem in der zweiten Hälfte des Berichtsjahres großen Belastungen ausgesetzt. Infolge der nachhaltigen Weltrezession und lange Zeit extrem hoher Zinsen haben sich die Länder- und Unternehmensrisiken fühlbar verschärft; es kam zu wachsenden Zahlungsschwierigkeiten und einer Häufung von Umschuldungsfällen.

Von den weltwirtschaftlichen Schwierigkeiten, mit denen eine schwere Rohstoffbaisse und protektionistische Tendenzen in den Industriestaaten einhergingen, wurden die Länder der Dritten Welt besonders hart betroffen. Das globale Leistungsbilanzdefizit der Entwicklungsländer (ohne OPEC) dürfte 1982 mit annähernd 80 Mrd. US-Dollar lediglich um 10 Milliarden unter dem Rekordstand des Vorjahrs liegen, obwohl inzwischen der Ölpreis gesunken und der Leistungsbilanzüberschuß der OPEC – 1981 noch rund 55 Mrd. US-Dollar – auf Null geschrumpft ist.

Vor allem für die höher verschuldeten Entwicklungsländer hat sich nicht nur die Finanzierung ihrer laufenden Leistungsbilanzfehlbeträge, sondern auch die Anschluß- oder Refinanzierung früher aufgenommener mittel- und langfristiger Kredite an den Märkten zunehmend erschwert. Die akuten Zahlungs- und Verschuldungskrisen, von denen inzwischen eine ganze Reihe aufstrebender Schwellenländer in Lateinamerika gleichzeitig erfaßt wurden, lassen sich nur in enger Zusammenarbeit des Internationalen Währungsfonds (IWF), der Regierungen und Notenbanken sowie der Geschäftsbanken bewältigen. Dabei fällt dem IWF im Hinblick auf die notwendigen Anpassungsprozesse in den Schuldnerländern und deren finanzielle Absicherung eine Schlüsselrolle zu. Für die Banken verbietet sich ein abrupter Rückzug aus dem internationalen Kreditgeschäft, der die Schuldenkrise nur verschärfen würde. Sie müssen zum gemeinsamen Stabilisierungsziel durch eine besonnene Geschäftspolitik beitragen, bei der einerseits unverantwortbare Risiken vermieden sowie alle

anderen genügend abgesichert werden, andererseits aber den Schuldern nach Möglichkeit weiter geholfen wird, die selbst alles tun, um kreditwürdig zu bleiben.

Von entscheidender Bedeutung für die Lösung der Zahlungsbilanz- und Verschuldungsprobleme sind letztlich aber die weltwirtschaftlichen Rahmenbedingungen. Der seit Mitte 1982 rückläufige Zinstrend bringt zwar für die Länder mit hoher Euromarktverschuldung eine fühlbare Entlastung beim Zinsendienst. Doch ist bis zum Eintritt eines breit fundierten Konjunkturaufschwungs zweifellos noch eine überaus schwierige Phase in den internationalen Kreditbeziehungen durchzustehen.

Nachhaltig starker US-Dollar

Die Devisenmärkte standen 1982 im Zeichen einer ausgeprägten Stärke des US-Dollar, die u. a. auch Ausdruck der wachsenden weltwirtschaftlichen Schwierigkeiten und politischer Unsicherheit war. Gegenüber der D-Mark erreichte der Dollar Mitte November 1982 mit einem Kurs von 2,59 DM den höchsten Stand seit sechs Jahren; danach setzte ein Normalisierungsprozeß der Dollar/DM-Relation ein.

Im Verhältnis zu den anderen Hauptwährungen hat sich die D-Mark im Jahresverlauf 1982 durchweg bestätigt. Innerhalb des Europäischen Währungssystems (EWS) wurden die bilateralen Leitkurse in der Zeit von Oktober 1981 bis Juni 1982 dreimal neu festgesetzt.

Zinssenkungstrend an den Euromärkten

Nachdem die Eurodollarzinsen in der ersten Jahreshälfte 1982 per saldo noch gestiegen sind, haben sie sich in der Folgezeit deutlich ermäßigt – im Falle der Sätze für Dreimonatsdepositen von knapp 17% auf unter 10% bis Anfang Dezember.

Die Zinskurve für Euro-D-Mark bewegte sich dagegen schon seit Anfang des Jahres 1982 von über 10% ziemlich kontinuierlich nach unten auf gut 6% im Dezember.

Für Euro-Schweizer Franken sanken die Zinsen im Jahresverlauf – bei zeitweiligen Abweichungen vom Grundtrend – von 9% auf unter 4%.

Gedämpfte Expansion des internationalen Bankgeschäfts

Das Wachstum des internationalen Kreditgeschäfts hat sich weiter abgeschwächt. Die Auslandsforderungen und -verbindlichkeiten der internationalen Banken in Europa, Nordamerika und Japan sowie der Offshore-Niederlassungen von US-Banken stiegen nach Angaben der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) von September 1981 bis zur Jahresmitte 1982 um 105 Mrd. US-Dollar oder 12% auf 965 Mrd. US-Dollar (auf der Basis konstanter Wechselkurse und ohne Bank-zu-Bank-Geschäfte innerhalb des Berichtsgebiets). Im entsprechenden Zeitraum 1980/81 hatte die Zuwachsrate noch 15% betragen.

Die gebremste Expansion des weltweiten internationalen Geschäfts ist vor allem auf die größere Zurückhaltung der europäischen Banken zurückzuführen, deren Fremdwährungsforderungen Ende Juni 1982 nur noch knapp 9% über dem Stand von Ende September 1981 lagen. Hingegen haben die Banken in den USA – auch unter dem Einfluß der im Dezember 1981 neu eingerichteten International Banking Facilities (IBF) – ihre Auslandskredite zunächst noch verstärkt ausgeweitet. Seit der Jahresmitte 1982 dürfte sich das Wachstum des internationalen Bankgeschäfts insgesamt weiter abgeschwächt haben.

Stabile Liquiditätsverfassung des Marktes

Mit dem fortschreitenden Abbau des globalen Leistungsbilanzüberschusses der OPEC-Länder hat sich der Rückgang ihrer Einlagen bei den internationalen Banken beschleunigt. Da gleichzeitig OPEC-Staaten verstärkt als Kreditnehmer an den Märkten auftraten, sind von Ende September 1981 bis Ende Juni 1982 per saldo gut 17 Mrd. US-Dollar an diese Ländergruppe geflossen. Im entsprechenden Vorjahreszeit-

raum konnte das weltweite Bankensystem noch einen Nettozufluss in Höhe von 9 Mrd. US-Dollar von dieser Seite verbuchen.

Dennoch kam es zu keiner globalen Liquiditätsverknappung, da die zur Finanzierung des internationalen Kreditgeschäfts benötigten liquiden Mittel wie schon im Vorjahr in ausreichendem Maße von Anlegern aus Industrieländern – vor allem aus den USA – bereitgestellt wurden. Aufgrund des allgemein geschärften Risikobewußtseins und der entsprechend vorsichtigen Haltung der Marktteilnehmer ist jedoch die Geldbeschaffung für einzelne Institute schwieriger geworden. Dies kommt vor allem in der seit einiger Zeit zu beobachtenden stärkeren Differenzierung der Refinanzierungskosten der am Euromarkt tätigen Banken zum Ausdruck.

Aufgrund der Stärke des US-Dollar an den Devisenmärkten und des internationalen Zinsgefälles ist der Anteil der Dollareinlagen sowohl am Gesamtmarkt als auch an den europäischen Finanzzentren im Neunmonatszeitraum bis Mitte 1982 nochmals geringfügig auf 78% bzw. 72% gestiegen. Die entsprechenden Anteilsätze der D-Mark und des Schweizer Franken haben sich dagegen leicht – auf 9% (12%) bzw. 5% (7%) – ermäßigt.

Reorientierung am Markt für längerfristige Eurokonsortialkredite

Auf dem Teilmarkt der mittel- und langfristigen Eurokonsortialkredite lagen die bekanntgewordenen Neuabschlüsse in den Monaten Januar bis Oktober 1982 mit knapp 83 Mrd. US-Dollar noch um 10% über dem entsprechenden Vorjahresergebnis (ohne die anlässlich der Übernahme einiger Ölgesellschaften im 3. Quartal 1981 an US-Firmen eingeräumten Kreditlinien von 44 Mrd. US-Dollar). Seit der Jahresmitte 1982 hat sich allerdings die Vergabe von Eurokonsortialkrediten stark verlangsamt.

Die Aufnahme längerfristiger Eurokredite seitens der Industrieländer hat sich in den ersten 10 Monaten 1982 kräftig – gegenüber dem bereinigten Vorjahres-

betrag um fast ein Drittel – erhöht; der Marktanteil dieser Ländergruppe ist von 50% auf 60% gestiegen.

Auf die OPEC-Staaten entfielen im genannten Zeitraum rund 7% des Neuaufkommens nach reichlich 5% im Vorjahr. Von der Zunahme der neuen Kreditsummen an diese Länder um gut 40% entfiel dabei der größte Teil auf Venezuela, Saudi-Arabien und Kuwait.

Angesichts wachsender Zahlungsschwierigkeiten wichtiger Schuldnerländer vor allem in Lateinamerika wurde die Kreditaufnahme für die Gruppe der Nicht-OPEC-Entwicklungs länder – mit Ausnahme einiger aufstrebender Schwellenländer des südostasiatischen Raumes – im Jahresverlauf 1982 zunehmend schwieriger. Von Januar bis Oktober 1982 wurden an diese Länder 16% weniger Kredite vergeben als in der Vergleichsperiode 1981; ihr Marktanteil verringerte sich von 43% auf 33%.

Unter den osteuropäischen Staaten traten 1982 lediglich Ungarn, die Sowjetunion und die DDR am Eurokreditmarkt in Erscheinung. Sie nahmen zusammen knapp 1% des Neuaufkommens in Anspruch.

Anstieg der Margen

Der schon Ende 1981 erkennbare Trend zu einem Anziehen der Margen hat sich im Verlauf des Jahres 1982 durchgesetzt; die Differenzierung nach Schuldnern und Länderrisiken hat sich weiter verstärkt.

Die Laufzeiten der neu herausgelegten Eurokonsortialkredite lagen im Schnitt weiterhin bei acht Jahren.

Stabilität des Bankplatzes Luxemburg

Angesichts der schwierigen Situation auf den internationalen Finanzmärkten hat auch in Luxemburg eine Konsolidierungsphase eingesetzt. Mit einem Volumen von rund 84 Mrd. US-Dollar und einem Anteil der luxemburger Banken am gesamten europäischen Fremdwährungsgeschäft von rund 10% (per Juni 1982) lag dieser Finanzplatz – nach London und Paris – weiterhin an dritter Stelle unter den europäischen Zentren.

Die Anzahl der in Luxemburg tätigen Kreditinstitute erhöhte sich von September 1981 bis September 1982 um 2 auf 115. Die 30 deutschen Banken waren dabei wiederum die stärkste ausländische Gruppe, gefolgt von den skandinavischen (14) und den US-amerikanischen Instituten (11).

Die D-Mark hat in Luxemburg weiterhin eine wichtige, wenn auch nicht mehr – wie in früheren Jahren – die dominierende Rolle gespielt. Zur Jahresmitte 1982 lauteten knapp 42% der Auslandsforderungen der luxemburger Banken auf US-Dollar, 41% auf D-Mark und 11% auf Schweizer Franken. Im Passivgeschäft war die Dominanz des US-Dollar mit 51% vor der D-Mark mit 32% ausgeprägter.

Geschäftsentwicklung unserer Bank

Das Geschäftsvolumen der Bank wuchs um 23% auf 503 Mrd. Ifrs (24,9 Mrd. DM). Die Zunahme wurde erneut durch die Bewertung unseres vor allem auf DM und US\$ lautenden Geschäftes zu stark gestiegenen Währungskursen beeinflußt. Die hohen Veränderungen der einzelnen Bilanzpositionen sind vor dem Hintergrund einer Aufwertung des US\$ um 23% und der DM um 13% gegenüber der Bilanzwährung zu sehen.

Die tatsächliche Geschäftsausweitung betrug rd. 25 Mrd. Ifrs (1,2 Mrd. DM), was einer effektiven Wachstumsrate von etwa 6% entspricht. Sie entfiel vorwiegend auf das Geldhandels- sowie das kurzfristige Kreditgeschäft. Im internationalen Kreditgeschäft gab es keine Zunahme mehr. Angesichts der Risikosituation hat die Bank in diesem Bereich ihre insgesamt selektive und zurückhaltende Politik fortgesetzt. Das erhöhte Betriebsergebnis hat es uns ermöglicht, wiederum eine umfassende Risikovorsorge vorzunehmen. Im Passivgeschäft waren wir bemüht, unsere Refinanzierungsstruktur durch die Aufnahme langfristiger Mittel zu festigen.

Das Schwergewicht unserer Tätigkeit liegt unverändert im Kreditsektor. Das gesamte Kreditvolumen erreichte zum 30. 9. 1982 einen Stand von 394 Mrd. Ifrs (19,5 Mrd. DM). Es hat damit gegenüber dem Vor-

jahr um 29% zugenommen. Sein Anteil an der Bilanzsumme erhöhte sich von 75% noch weiter auf 78%.

Innerhalb des Kreditvolumens nehmen nach wie vor die Kundenforderungen mit 264 Mrd. Ifrs (13,1 Mrd. DM) den wichtigsten Rang ein. Etwas mehr als die Hälfte entfallen hiervon auf Ausleihungen an Kunden in der Bundesrepublik Deutschland, deren Nachfrage nach Eurokrediten spürbar höher war. In diesem Zusammenhang ist die Zunahme unserer kurz- und mittelfristigen Kundenforderungen bemerkenswert, die fast doppelt so stark war (+35%) wie die der langfristigen (+18%). Damit hat sich im Berichtsjahr das Gewicht auf das Kreditgeschäft im kurz- und mittelfristigen Bereich verlagert, nachdem sich dies in den Vorjahren mit den langfristigen Finanzierungen in etwa die Waage hielte.

In der Entwicklung kommt nicht zuletzt unsere Zurückhaltung im internationalen Kreditgeschäft zum Ausdruck. Steigende Risiken und nach wie vor unbefriedigende Margen haben uns abermals mehrfach bewogen, an internationalen Konsortien nicht teilzunehmen.

Am Bilanzstichtag bestanden feste Kreditzusagen im Gesamtbetrag von 61 Mrd. Ifrs (3,0 Mrd. DM), die von den Kreditnehmern noch nicht in Anspruch genommen waren.

Eine besondere Bedeutung in unserem Aktivgeschäft hat seit je der Handel mit Euro-Depositen im Interbankenmarkt. Die Aktivitäten in dieser Geschäftssparte spiegeln sich im Ausweis der Geldanlagen mit 86 Mrd. Ifrs (4,3 Mrd. DM) innerhalb unseres Forderungsbestandes an Kreditinstitute wider.

Die Tätigkeit im Wertpapiergeschäft hat unverändert einen begrenzten Umfang. Der Eigenbestand hat sich auf 9,8 Mrd. Ifrs (483 Mio DM) erhöht und enthält vor allem Anleihen und Schuldverschreibungen, überwiegend solche von öffentlichen Emittenten. Gemäß den Bilanzierungsvorschriften ist in dieser Position auch der zur Deckung unserer im Umlauf befindlichen Goldzertifikate unterhaltene Bestand erfaßt worden.

Das Beteiligungsportefeuille hat sich durch verschiedene Abgänge auf 215 Mio Ifrs (11 Mio DM) er-

mäßigt. Es besteht nunmehr im wesentlichen aus dem 25%-Anteil an der Banque de Luxembourg S. A. (Kapital: 500 Mio Ifrs). Unsere Beteiligungsbank kann auch in 1982 wieder über einen erfolgreichen Geschäftsverlauf berichten.

In der Bilanz erscheint erstmals die Position „Grundstücke und Gebäude“. Hier findet der Erwerb einer Büroetage seinen Niederschlag, die – neben weiteren, aber angemieteten Räumen – für Zwecke der Bank genutzt wird.

In Änderung zu den Vorjahren sind unter „Durchlaufende Kredite“ nur Treuhandgeschäfte in engerem Sinne bilanziert worden; hieraus ergibt sich die entsprechende Abnahme.

Die „Sonstigen Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten ebenso wie die Gegenposition auf der Passivseite größtenteils zum Bilanzstichtag gerechnete Zinsabgrenzungen.

Im Passivgeschäft war unser Bestreben darauf ausgerichtet, in stärkerem Maße langfristige Mittel aufzunehmen. Wir hielten es für geboten, das Beschaffungsrisiko für unsere roll-over-Kredite auf diese Weise einzuzgrenzen. In diesem Zusammenhang wurden eine Certificate of Deposit-Anleihe – zinsvariabel – über 100 Mio US\$ begeben sowie zwei von unserer Bank garantierte Anleihen – zu Festsätzen – im Gesamtbetrag von 500 Mio US\$ emittiert (über Deutsche Bank Finance N. V., Curaçao). Durch Zinsausgleichsabkommen mit internationalen Banken konnte die Festsatz-Zinsverbindlichkeit in eine zinsvariable umgewandelt werden. Die uns hieraus zur Verfügung stehenden Mittel sowie die Erlöse aus den in früheren Jahren begebenen Anleihen dienen unverändert der Refinanzierung unserer längerfristigen Aktivitäten auf den internationalen Kapital- und Kreditmärkten.

Mit 87% der Fremdmittel bildeten die Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten weiterhin die hauptsächliche Refinanzierungsgrundlage unseres Aktivgeschäfts. Auch im vergangenen Jahr wurden die erforderlichen zusätzlichen Mittel vornehmlich bei Banken im Euromarkt aufgenommen. Demgemäß wuchsen die Bankverbindlichkeiten um 26% auf

406 Mrd. Ifrs (20,1 Mrd. DM). Bedeutung gewonnen hat – wie bereits zum Ausdruck kam – der Anteil der langfristigen Geldaufnahmen. Einen erwähnenswerten Zugang verzeichneten auch die Kundeneinlagen. Sie erreichten erstmals die 2-Mrd.-DM-Grenze. In dieser Position sind Lieferverbindlichkeiten im Genwert von 2,9 Mrd. Ifrs (142 Mio DM) enthalten, die die Bank mit der Ausgabe eigener Gold-Namenszertifikate zu erfüllen hat. Das Plazierungsergebnis konnte gegenüber dem vergangenen Jahr verbessert werden.

Der Betriebserfolg der Bank (Überschuß aus dem laufenden Geschäft einschließlich Eigenhandel) erhöhte sich aufgrund der ertragsorientierten Geschäftspolitik in der abgelaufenen Rechnungsperiode nochmals deutlich. Die Zunahme ging erheblich über die Ausweitung des Bilanzvolumens hinaus. Entscheidend hierfür war der Ertrag aus dem Geschäftsvolumen (Zinsüberschuß). Begünstigt wurde die Ergebnissesteigerung im Zinsgeschäft durch eine Verbesserung der Zinsmargen und durch die ungewöhnlich ertragreiche Anlage unserer Eigenmittel.

Aufgrund der weiter gewachsenen Länderrisiken hielten wir eine nochmals gesteigerte Risikovorsorge

für geboten. Das gute Betriebsergebnis sowie weitere Erträge gestatteten es, entsprechende Wertberichtigungen zu bilden. Damit haben wir wiederum der inneren Stärkung der Bank Vorrang eingeräumt. Die Bilanz schließt nach 691 Mio Ifrs (34 Mio DM) Steuern mit einem ausgeglichenen Ergebnis.

Auf eine Stärkung der Offenen Rücklagen haben wir somit in diesem Jahr verzichtet, zumal die Eigenkapitaldeckung stets in ausreichendem Maße vorhanden war und Raum für weiteres Wachstum läßt. Der in Luxemburg vorgeschriebene Kapitalkoeffizient bezieht dabei unter bestimmten Voraussetzungen auch nachrangige Darlehen ein. Wir haben diese Position im Berichtsjahr erhöht.

Nachdem der Gewinn aus dem Geschäftsjahr 1980/81 (758 Mio Ifrs = 37 Mio DM) nahezu in voller Höhe der Freien Rücklage zugeführt worden ist, betragen Grundkapital und Offene Rücklagen 8.256 Mio Ifrs (408 Mio DM).

Am 30. 9. 1982 waren 65 Mitarbeiter in unserem Hause tätig. Für ihren Einsatz im Berichtsjahr sprechen wir ihnen Dank und Anerkennung aus.

Luxemburg, den 7. Dezember 1982

DER VERWALTUNGSRAT

Bericht des Prüfungskommissars
an die Ordentliche Generalversammlung vom 17. Januar 1983

Im abgelaufenen Geschäftsjahr habe ich mein Aufsichts- und Prüfungsrecht über die gesamte Tätigkeit der Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg ausgeübt. Den mir vom Verwaltungsrat der Gesellschaft überreichten Geschäftsabschluß zum 30. 9. 1982 habe ich gemäß Artikel 25 und 29 der Satzung von der FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG prüfen lassen.

Auf der Grundlage des von der Prüfungsgesellschaft erhaltenen Berichtes stelle ich fest, daß der Ge-

schäftsabschluß unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften aus den Büchern der Gesellschaft entwickelt wurde; die Vermögenslage sowie das Geschäftsergebnis zum 30. 9. 1982 wurden in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsgemäßer Rechnungslegung dargestellt.

Ich schlage daher vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1982 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 7. Dezember 1982

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

Deutsche Bank
Compagnie Financière Luxembourg

Bilanz zum 30. September 1982

Aktiva

	Francs	Francs	30. 9. 1981 in 1000 LF
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	199.473.679		426
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	48.187.729.189	48.387.202.868	23.316.361
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		166.871.980.619	23.316.787
Wechsel		722.334.903	138.395.293
Forderungen an Kunden:			558.466
gesichert	122.896.271.641		97.113.894
nicht gesichert	141.265.887.736		111.237.582
Wertpapiere:		264.162.159.377	208.351.476
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	4.610.208.201		2.762.299
andere festverzinsliche Wertpapiere	2.299.740.420		2.182.741
andere Wertpapiere	2.873.867.173		2.201.955
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		9.783.815.794	7.146.995
Durchlaufende Kredite		10.141.396.354	8.426.134
Anlagevermögen		2.265.904.902	17.434.737
Beteiligungen		214.659.250	2.483.677
Forderungen an verbundene Unternehmen (Nichtbanken)		—	2.652.527
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	78.293.500		—
% Abschreibungen	1.255.070		—
Betriebs- und Geschäftsausstattung		77.038.430	—
		14.538.895	7.601
		502.641.031.392	408.773.693

Passiva

	Francs	Francs	30. 9. 1981 in 1000 LF
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		190.289.862.325	151.312.156
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		216.202.301.541	170.790.901
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	21.640.277.726		15.712.538
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	18.985.987.949		14.031.452
Schuldverschreibungen		40.626.265.675	29.743.990
Sonstige Verbindlichkeiten		12.467.000.000	10.570.000
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		3.910.227	4.311
Durchlaufende Kredite		9.592.896.853	10.058.924
Bedingtes Fremdkapital		2.265.904.902	17.434.737
Nachrangige Darlehen		8.188.000.000	2.496.000
Eigene Mittel			
Grundkapital	2.850.000.000		2.850.000
Gesetzliche Rücklage	285.000.000		285.000
Sonderrücklage	1.165.000.000		1.165.000
Freie Rücklage	3.956.000.000		3.203.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen		8.256.000.000	7.503.000
Ergebnisrechnung		14.748.889.869	8.101.338
Gewinn des Geschäftsjahres		—	758.336
		502.641.031.392	408.773.693
Bilanzvermerke			
Zur Gewährleistung gegenüber Dritten verwendete Aktiva der Bank	490.000		490
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)	61.247.338.063		35.358.246
Gewährleistungen für Rechnung Dritter	29.873.653.096		4.159.434

Gewinn- und Verlustrechnung

	Francs	Francs	30.9.1981 in 1000 LF
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		53.393.311.575	46.004.072
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	106.994.062		94.872
Steuern und steuerähnliche Abgaben	691.051.030		824.659
Sachaufwand für das Bankgeschäft	<u>54.585.074</u>		50.363
Rückstellungen und Wertberichtigungen		852.630.166	969.894
Abschreibungen		7.205.236.343	3.563.750
Sonstige Aufwendungen		4.911.505	2.810
Gewinn des Geschäftsjahrs		160.848.730	18.598
		—	758.336
		<hr/> 61.616.938.319	<hr/> 51.317.460
 Erträge			
Zinsen und Provisionen		57.043.053.527	48.471.978
Sonstige Erträge		4.398.114.842	2.706.895
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		—	138.587
Außerordentliche Erträge		175.769.950	—
		<hr/> 61.616.938.319	<hr/> 51.317.460

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on January 17, 1983 for the Business Year 1981/82

Strains on the international financial system

The international financial markets were subjected to severe strains especially in the second half of the year under review. Owing to the persistent world recession and a long period of extremely high interest rates, country and corporate risks became appreciably more acute; payment difficulties have increased and there has been a cumulation of debt reschedulings.

The countries of the third world were particularly hard hit by the economic difficulties throughout the world which saw a sharp slump in commodities and the emergence of protectionist tendencies in the industrial countries. In 1982 the global current account deficit of the developing countries (excl. OPEC) is likely to be close on US\$ 80 bn., which would be only US\$ 10 bn. short of the record figure in the previous year, even though in the meantime the oil price has fallen and the OPEC current account surplus has dropped to zero – from approximately US\$ 55 bn. in 1981.

On the markets it has become increasingly difficult particularly for the more highly indebted developing countries, not only to finance their current deficits, but also to obtain financing to replace or repay medium and long-term loans taken up in the past. The acute payment and debt crises now affecting a whole series of newly industrializing countries in Latin America all at the same time can only be managed in close cooperation between the International Monetary Fund (IMF), the governments and central banks, and the banks. The IMF has a key role to play here in view of the adjustment processes necessary in the debtor countries and the required financing. For the banks, an abrupt withdrawal from international lending business is out of the question; it would only aggravate the debt crisis. They have to contribute to the common target of stabilization, through a prudent business policy that avoids unacceptable risks and ensures adequate security for the risks assumed, while at the same time continuing to provide all possible assistance for those borrowers who do their utmost to preserve their own creditworthiness.

Ultimately, however, the most important factor for the solution of the balance of payments and debt problems is the world economic environment. The downward trend in interest rates since mid-1982 does bring tangible relief for the countries with high Euro-market debt in their interest payments. But until an up-swing in economic activity sets in on a broad basis there is undoubtedly still a very difficult phase to be weathered in international credit relations.

Continued strength of the US dollar

In 1982 the main feature of the foreign exchange markets was the pronounced strength of the US dollar, which was partly a reflection of the growing economic difficulties worldwide and of political uncertainty. Against the D-Mark the dollar reached its highest level for six years in mid-November 1982 with an exchange rate of DM 2.59; the dollar/D-Mark relationship then started to return to normal.

Against all the other major currencies the D-Mark firmed in the course of 1982. The bilateral exchange rates within the European Monetary System (EMS) were re-determined three times within the period from October 1981 to June 1982.

Downward trend in interest rates on the Euromarkets

After rising further on balance in the first half of 1982, Eurodollar interest rates have fallen appreciably since then – in the case of rates for three-month deposits from close on 17% to below 10% by the beginning of December.

The interest rate level for Euro D-Marks, on the other hand, moved downward fairly steadily right from the start of the year, from over 10% then to a good 6% in December.

For Euro Swiss francs the rates fell from 9% to below 4% in the course of the year with some temporary deviations from the basic trend.

Subdued expansion of international banking business

Growth of international lending business slackened further. According to statistics of the Bank for International Settlements (BIS), external assets and liabilities of the international banks in Europe, North America and Japan, and of the offshore offices of US banks, rose by US\$ 105 bn., or 12%, to US\$ 965 bn. between September 1981 and mid-year 1982 (on the basis of constant exchange rates and excluding inter-bank business within the reporting area). In the corresponding period of 1980/81 the growth was still 15%.

The slower pace of expansion in international business throughout the world is due chiefly to the greater restraint exercised by the European banks, whose foreign currency claims at the end of June 1982 were only barely 9% above the level at the end of September 1981. By contrast, the banks in the U.S.A. – influenced partly by the new International Banking Facilities (IBF) established in December 1981 – at first continued to expand their foreign lending more rapidly. Since mid-1982 the overall growth of international banking business should have declined further.

Market liquidity stable

As the global current account surplus of the OPEC countries has diminished, the fall in their deposits with international banks has accelerated. Since OPEC states at the same time took greater recourse to the markets as borrowers, on balance a good US\$ 17 bn. went to this group of countries between the end of September 1981 and the end of June 1982. During the corresponding pre-year period the world banking system had recorded a net inflow of US\$ 9 bn. from that quarter.

Nevertheless, a global liquidity shortage did not arise, since an adequate supply of liquid funds needed to finance international lending business was provided, as in the previous year, by investors from industrial countries, above all from the U.S.A. In view of the generally increased risk consciousness and the corre-

spondingly cautious attitude of market participants it has, however, become more difficult for some individual banks to procure funds. This is reflected most clearly in the greater differences that have been observed for some time now between the costs the individual Eurobanks pay for financing.

Owing to the strength of the US dollar on the foreign exchange markets and the international interest rate differential, the share of dollar deposits rose again marginally in the nine-month period up to mid-1982 both in the market as a whole and at the European financial centres to 78% and 72% respectively. The corresponding figures for the D-Mark and the Swiss franc eased slightly on the other hand to 9% (12%) and 5% (7%).

Reorientation on the market for longer-term syndicated Eurocredits

In the months from January to October 1982 publicized new agreements in the medium and long-term syndicated Eurocredit sector, at close on US\$ 83 bn., were up by a further 10% on the corresponding pre-year result (excluding credit facilities totalling US\$ 44 bn. granted to US firms in connection with the takeover of a number of oil companies in the third quarter of 1981). Since mid-1982, however, the granting of syndicated Eurocredits has slowed appreciably.

The industrial countries strongly increased their borrowing in the form of longer-term Eurocredits in the first ten months of 1982 – by almost one third compared with the (adjusted) amount for the previous year; these countries' market share rose from 50% to 60%.

The OPEC states took up roughly 7% of the new funds in the period mentioned, after a good 5% in the previous year. The greater part of the increase, by a good 40%, in new credit commitments to these countries went to Venezuela, Saudi Arabia and Kuwait.

In view of the growing payment difficulties facing some major debtor countries, especially in Latin America, borrowing became increasingly difficult for

the group of non-OPEC developing countries – with the exception of some newly industrializing countries in South-East Asia – in the course of 1982. From January to October 1982 lending to these countries was 16% lower than in the comparable period of 1981; their market share fell from 43% to 33%.

Of the East European countries only Hungary, the Soviet Union and the GDR came to the Eurocredit market in 1982. Together they took up about 1% of the new funds provided.

Wider spreads

The trend towards higher spreads that was already discernible at the end of 1981 became established in the course of 1982; there was more pronounced differentiation among the various borrowers and country risks.

Maturities of newly granted syndicated Eurocredits remained unchanged at around eight years on average.

Luxembourg's stability as a banking centre

In view of the difficult situation on the international financial markets a phase of consolidation also commenced in Luxembourg. With a volume of about US\$ 84 bn. and with the share of the Luxembourg banks in overall European business in foreign currency at roughly 10% (June 1982), Luxembourg remained in third place, behind London and Paris, among the European centres.

The number of banks operating in Luxembourg rose by 2 to 115 between September 1981 and September 1982. The 30 German banks were again the largest foreign group, followed by the Scandinavian (14) and American banks (11).

The D-Mark continued to play a major role in Luxembourg, though it was no longer the dominant currency as in earlier years. At mid-1982 close on 42% of the Luxembourg banks' foreign claims were denominated in US dollars, 41% in D-Marks and 11% in Swiss

francs. In deposits business the predominance of the US dollar over the D-Mark was more pronounced, with 51% and 32% respectively.

Development of our bank's business

The bank's business volume grew by 23% to LF 503 bn. (DM 24.9 bn.). The expansion was influenced once again by the valuation – at sharply increased exchange rates – of our business, which is conducted mainly in D-Marks and US dollars. The large changes in the individual balance sheet items should be seen against the background of a revaluation of the US dollar by 23% and of the D-Mark by 13% against the balance sheet currency.

The actual expansion in business amounted to roughly LF 25 bn. (DM 1.2 bn.), which is equivalent to effective growth of some 6%. Most of the increase was recorded in money dealing and short-term lending business. There was no further rise in international lending business. In view of the risk situation the bank continued to pursue its general policy of selection and restraint in this sector. The higher operating result enabled us to make comprehensive provision for risk once again. In liabilities-side business we endeavoured to strengthen the structure of our financing resources by taking up long-term funds.

The main emphasis in our activity continues to be on the credit sector. The total lending volume as at 30. 9. 1982 stood at LF 394 bn. (DM 19.5 bn.), a 29% increase over the previous year. Its share in the balance sheet total rose further from 75% to 78%.

At LF 264 bn. (DM 13.1 bn.) claims on customers continue to occupy the most important position in the credit volume. Somewhat more than half is accounted for by lending to customers in the Federal Republic of Germany, whose demand for Eurocredits has increased noticeably. In this context the 35% increase in our short and medium-term claims on customers is remarkable, being almost twice as strong as that of long-term claims (+18%). So in the year under review the emphasis has shifted to short and medium-term

lending, after the latter had been more or less on a par with long-term lending in previous years.

The development of our bank's business also reflects not least our restraint in international lending. Growing risks and still unsatisfactory margins again prompted us on many occasions not to participate in international syndicates.

On balance sheet date there were firm credit commitments totalling LF 61 bn. (DM 3.0 bn.) still unutilized by the borrowers.

Dealing in Eurodeposits on the inter-bank market has always had particular importance in our assets-side business. Activities in this business sector are reflected in the cash desposits of LF 86 bn. (DM 4.3 bn.) included in our balances with banks.

The scope of our activities in securities business continued to be restrained. Own holdings increased to LF 9.8 bn. (DM 483 m.) and consist above all of bonds and debt instruments, mainly from public sector issuers. The bank's gold holdings used as cover for our gold certificates in circulation were also included in this item in accordance with balance sheet regulations.

Our portfolio of holdings in subsidiaries has decreased slightly, following various sales, to LF 215 m. (DM 11 m.). The portfolio now consists mainly of the 25% holding in Banque de Luxembourg S.A. (capital: LF 500 m.), which is once again able to report an excellent business year in 1982.

The balance sheet contains the item "Real estate" for the first time, reflecting the acquisition of a floor of offices which – alongside further but rented premises – are being used for the purposes of the bank.

Unlike in previous years, the item "Fiduciary accounts" only contains trust transactions in the narrower sense; this explains the corresponding decrease.

The item "Miscellaneous", like its counterpart on the liabilities side, consists mainly of interest due and owing, calculated up to balance sheet date.

Our efforts in liabilities-side business centred on taking up increased long-term funds. We deemed it judicious to limit the funding risk for our roll-over credits in this way. In this context a – floating-rate – certifi-

cate of deposit for US\$ 100 m. was issued as well as two – fixed-rate – bond issues guaranteed by our bank totalling US\$ 500 m. (via Deutsche Bank Finance N.V., Curaçao). Interest equalization agreements with international banks made it possible to convert the fixed-interest liability to a floating-rate one. The resultant funds at our disposal as well as the proceeds from the bond issues floated in previous years serve, as before, for the financing of our long-term activities on the international capital and credit markets.

Accounting for 87% of our funds from outside sources, liabilities to banks continue to form the main source of financing for our lending business. Last year, too, the additional funds we required were taken up chiefly from banks on the Euromarket. Liabilities to banks increased accordingly by 26% to LF 406 bn. (DM 20.1 bn.). The share of long-term borrowing has – as already mentioned – increased in significance. Customer deposits have also recorded a noticeable increase, reaching the DM 2 bn. mark for the first time. This item contains delivery commitments with a countervalue of LF 2.9 bn. (DM 142 m.) of the bank in connection with the issuance of its registered gold certificates. It was possible to improve the placement result over the previous year.

The bank's operating profit (surplus from current business plus own-account trading) rose again markedly in the past accounting period because of the earnings-oriented business policy. The increase considerably exceeded the growth in balance sheet volume. The decisive factor here was earnings from the business volume (interest surplus).

The increase in the result in interest business benefitted from an improvement in margins and from the exceptionally profitable investment of our own funds.

Given the continued growth in country risks, we

deemed a further increase of risk provision judicious. The good operating result as well as other earnings permitted us to make corresponding provisions, again giving preference to strengthening the bank's reserves. After LF 691 m. (DM 34 m.) taxes the balance sheet shows a balanced result.

This year we dispensed with a strengthening of disclosed reserves especially since the equity capital cover has always been sufficient and leaves room for further growth. Under certain conditions the capital ratio prescribed in Luxembourg also includes junior-ranking loans. We have increased this item in the reporting year.

After transferring the profit for the 1980/81 business year (LF 758 m. = DM 37 m.) almost in its entirety to the free reserve fund, the bank's share capital and disclosed reserves total LF 8,256 m. (DM 408 m.).

On 30. 9. 1982, our bank employed 65 people. We would like to thank them for their hard work in the year under review.

Luxembourg, December 7, 1982

THE BOARD OF DIRECTORS

Auditor's Report to the Ordinary General Meeting on January 17, 1983

During the past business year, I have exercised my right to supervise and examine all the activities of the Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg. I have had the statement of accounts per September 30, 1982, as submitted to me by the Board of Directors, audited by the FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG in accordance with Articles 25 and 29 of the Articles of Association.

On the basis of the report received from the auditing

company, I have found that the statement of accounts has been compiled from the company's books in compliance with legal requirements; the financial situation and operating result per September 30, 1982 have been presented in accordance with generally recognized principles of orderly accounting.

I therefore propose that the Balance Sheet and Profit and Loss Account per September 30, 1982 be approved in the form submitted.

Luxembourg, December 7, 1982

THE AUDITOR

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg

Balance Sheet September 30, 1982

Contingent Accounts

Bank assets pledged as security	490,000	490
Commitments	61,247,338,063	35,358,246
Guarantees on behalf of third parties	29,873,653,096	4,159,434

Profit and Loss Account

	Francs	Francs	30/9/1981 in 1000 LF
Expenditure			
Interest and commissions		53,393,311.575	46,004,072
General expenses:			
salaries and wages	106,994,062		94,872
taxes and other contributions	691,051,030		824,659
other operating expenses	<u>54,585,074</u>		50,363
		852,630,166	969,894
Provisions for contingencies		7,205,236,343	3,563,750
Depreciations		4,911,505	2,810
Other expenses		160,848,730	18,598
Profit for the financial year		—	758,336
		<u>61,616,938,319</u>	<u>51,317,460</u>
Revenue			
Interest and commissions		57,043,053,527	48,471,978
Other income		4,398,114,842	2,706,895
Release of provisions for contingencies and depreciation		—	138,587
Extraordinary income		<u>175,769,950</u>	—
		<u>61,616,938,319</u>	<u>51,317,460</u>